

*L'Adresse*

Cette convention repose sur des compromis auxquels sont arrivés les trois partenaires sur une vaste gamme de questions de politique économiques et, selon le conseil, il faut d'abord que le gouvernement prenne l'engagement politique de réaliser le plein emploi. Or, le gouvernement conservateur n'a pas pris un tel engagement, ni dans le Budget, ni dans son dernier discours du Trône.

Faute de consultation sur les objectifs économiques avec tous les intervenants du domaine économique du Canada, il y a fort à craindre que la Banque du Canada continuera, avec l'appui du gouvernement, d'utiliser la méthode brutale des taux d'intérêt élevés pour lutter contre l'inflation et de fermer les yeux sur son coût économique et humain, c'est-à-dire les pertes d'emplois et le ralentissement de l'activité économique.

Autrement dit, le gouvernement miserait sur les mêmes décisions qui nous ont plongés dans cette récession pour nous en sortir. Cela n'a tout simplement pas de bon sens, monsieur le Président.

Dans le discours du Trône, le gouvernement annonce qu'il va créer 2,5 millions d'emplois d'ici l'an 2000, c'est-à-dire en neuf ans. De prime abord, cela semble assez impressionnant, mais à y regarder de plus près, on se rend compte que le gouvernement ne vise pas bien haut. Le ministre que dirige le ministre des Finances confirme d'ailleurs que le même nombre d'emplois, soit 2,5 millions, ont été créés entre 1970 et 1979, il y a plus de dix ans donc, à un moment où l'économie canadienne était beaucoup moins prospère. Au cours de ces neuf années, soit de 1970 à 1979, le taux de croissance économique s'élevait en moyenne à 4,7 p. 100, ce qui est de beaucoup supérieur au taux de croissance de 4,0 p. 100 que le gouvernement prévoit dans son budget de février dernier pour une période allant, si je ne m'abuse, jusqu'en 1995.

[Français]

De plus, monsieur le Président, dans le discours du Trône, le gouvernement n'a pas mentionné les autres variables économiques dont il doit tenir compte afin d'arriver au chiffre de 2 500 000 emplois. Sans aucune indication sur les projections de la croissance démographique et sur la participation de la population active, par exemple, les prévisions du gouvernement sur la création d'emplois dans le discours du Trône ne valent pas grand-chose.

[Traduction]

Par exemple, on pourrait créer au Canada 2,5 millions d'emplois d'ici l'an 2000 tout en conservant un taux de chômage supérieur à 10 p. 100. Ce taux serait-il acceptable? Le gouvernement ne le dit pas clairement dans le

discours du Trône. Toutefois, en se fixant ce genre d'objectifs, le gouvernement semble dire qu'un taux de chômage de 10 p. 100 lui paraît raisonnable.

Je suis sûr que les Canadiens ne partagent pas son avis. Ils ne voudraient certainement pas voir le gouvernement poursuivre un tel objectif. Ils ne voudraient pas que la situation en soit là dans 10 ou 20 ans. Le gouvernement devrait comprendre qu'il ne doit pas se contenter d'établir des objectifs en fonction d'une conjoncture économique qui lui semble inévitable. Les Canadiens méritent mieux que cela.

Que dire des quelque 1,5 million de citoyens qui cherchent du travail et qui ont besoin d'un emploi immédiatement? Ou encore de ces ouvriers qui ont perdu leur emploi de façon permanente quand leur usine a fermé ses portes? Que dire des emplois que réclamera une population qui s'accroît sans cesse? Si le gouvernement avait vraiment voulu tenir sa promesse en ce qui concerne la création d'emplois, il se serait engagé, dans le discours du Trône, à viser le plein emploi. Dans l'intérêt du million et demi de Canadiens qui se cherchent un emploi, le gouvernement a l'obligation de prendre un tel engagement et de commencer dès maintenant à prendre les mesures nécessaires pour le respecter.

[Français]

Monsieur le Président, les politiques du gouvernement doivent assurer que les facteurs nécessaires à la compétitivité—les taux d'intérêt, le système fiscal et les autres politiques—soient gérés en coordination, les uns avec les autres, afin d'atteindre à long terme, une croissance économique soutenue.

[Traduction]

Dans le discours du Trône, on rappelle à quel point il est important que les Canadiens puissent soutenir la concurrence sur les marchés internationaux. Pour assurer notre avenir économique, dit le gouvernement, nous devons nous donner les moyens d'affronter les meilleurs.

Autant de belles paroles qui sonnent fausses quand elles sont prononcées par un gouvernement qui, depuis 1986, diminue un peu plus chaque année la proportion du produit intérieur brut—indice de la taille globale de notre économie—qu'il consacre à la recherche et au développement, même si le premier ministre lui-même nous avait promis de doubler les subventions à ce chapitre au Canada.

L'ex-ministre des Finances, devenu aujourd'hui ministre du Commerce extérieur, a d'ailleurs admis que le Canada investit peu dans le secteur de la recherche et du développement par rapport aux grands pays industrialisés. Mais ce sont ses propres budgets qui ont sabré dans